

Enquête mondiale de la CSI sur la COVID-19



20 - 23 avril 2020
Principales conclusions

Résumé

Près d'un pays sur cinq (17 %) envisage une réouverture de certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics, suscitant de sérieuses préoccupations quant aux dispositions envisagées pour protéger de la COVID-19 les travailleurs qui reprennent le travail.

Le mouvement syndical international demande aux gouvernements et aux instances chargées de la sécurité et de la santé au travail du monde entier de reconnaître la COVID-19 comme une maladie professionnelle. Au niveau de l'Organisation internationale du Travail (OIT), la CSI fait campagne pour qu'un nouvel instrument voie le jour sur les risques biologiques et pour que la sécurité et la santé au travail deviennent un droit fondamental.

Pour les travailleurs, il faut reconnaître officiellement que la COVID-19 est une maladie professionnelle et les gouvernements doivent exiger le signalement et l'enregistrement des cas qui surviennent dans un cadre professionnel. Ils doivent également prévoir des régimes d'indemnisation et des soins médicaux pour les victimes de la maladie professionnelle COVID-19, ainsi qu'un soutien aux familles endeuillées.

Dans à peine un pays sur cinq (21 %), les syndicats jugent que les mesures en place pour protéger les travailleurs de la propagation du coronavirus au travail sont «bonnes». La majorité d'entre eux (dans 58 pays ou 54 %) qualifient ces mesures de «correctes» et dans 26 pays (24 %), ils estiment qu'elles sont «faibles».

Dix-neuf pays prévoient une réouverture partielle ou totale :

Dans **seulement cinq pays**, les mesures de protection en place pour les travailleurs sont considérées comme «bonnes».

Dans **six pays**, les organisations syndicales estiment qu'elles sont «faibles».

Dans **huit pays**, les protections sont jugées «correctes».

Sur le continent américain, les mesures en place pour garantir des lieux de travail sûrs sont jugées «mauvaises» dans 44 % des pays et en Afrique, la sécurité au travail est vue comme «mauvaise» dans 41 % des pays. Dans seulement 25 % des pays européens, les syndicats estiment que les mesures adoptées pour protéger les travailleurs de la propagation du virus sont «bonnes».

La majorité des pays (61 %) endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement et en fermant des écoles et des entreprises non essentielles.

Alors que de nombreux pays sont toujours confrontés à un nombre considérable d'infections et de décès, les pénuries d'équipement de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs de la santé et des services à la personne constituent un sérieux problème dans nombre d'entre eux. La CSI fait pression pour que les pays du G20 veillent à maintenir les frontières ouvertes pour permettre les échanges commerciaux, y compris d'EPI.

Dans moins de la moitié des pays (49 %), les syndicats affirment qu'ils disposent «toujours» ou «très souvent» d'EPI en suffisance pour tous les travailleurs de la santé et des services à la personne engagés dans la lutte contre le virus. Dans 51 % des pays, les EPI sont «parfois», «rarement», voire «jamais» disponibles en suffisance, mettant ainsi directement en danger des millions de travailleurs de la santé et des services à la personne engagés dans la lutte contre la pandémie.

Si dans 66 % des pays, les autorités répondent correctement aux besoins des travailleurs, des disparités régionales apparaissent : la réponse du gouvernement est en effet considérée comme «mauvaise» dans 61 % des pays du continent américain et dans 42 % des pays de la région Asie-Pacifique.

Dans un peu plus de la moitié des pays (55 pays ou 51 %), les syndicats estiment que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs est «mauvaise» et dans neuf pays (8 %), ils la jugent «très mauvaise».

Dans bien des pays, il s'agira de se battre pour que les mesures que le gouvernement a mises en place pour protéger les revenus et les salaires soient maintenues; dans d'autres, il s'agira d'intensifier la lutte pour obtenir les garanties d'un travail décent, c'est-à-dire des emplois, des revenus et une protection sociale comme le prévoit l'Objectif de développement durable n° 8. Le dialogue social entre les syndicats, le gouvernement et les employeurs a ici un rôle essentiel à jouer. Le monde ne peut pas se permettre de repartir comme avant – les plans de relance doivent garantir un avenir socialement juste.

Introduction

Cent quarante-huit syndicats de 107 pays ont participé à la troisième enquête mondiale de la CSI sur la COVID-19, menée du 20 au 23 avril 2020.

Cinq questions ont été posées via une plateforme en ligne pour suivre la riposte des gouvernements, examiner la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) et les mesures pour sécuriser les lieux de travail, et évaluer la réaction des autorités et des employeurs à la crise.

Les organisations affiliées à la CSI vont être régulièrement invitées à répondre à un sondage pour suivre la riposte mondiale à la COVID-19 et identifier les tendances afin de soutenir la mobilisation et les campagnes internationales et nationales. Trois questions – permettant de suivre la riposte des gouvernements et d'évaluer la réaction des autorités et des employeurs à la crise – sont des questions de suivi qui figurent dans chacune des enquêtes.

17 pays du G20, dont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Corée, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie et la Turquie.

35 des 36 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie et la Turquie.

72 pays non membres de l'OCDE

Régions :

- 22 pays d'Afrique
 - 18 pays du continent américain
 - 26 pays d'Asie-Pacifique
 - 40 pays de la région paneuropéenne de la CSI (Conseil régional paneuropéen, CRPE)
-



Ripostes des gouvernements à la COVID-19

d'après l'enquête menée du 20 au 23 avril 2020

Conclusions mondiales

61 % des pays endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement et en fermant des écoles et des entreprises non essentielles.

21 % des pays retardent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains, le télétravail, la distanciation physique et en imposant des restrictions aux frontières pour les voyageurs internationaux.

Près d'un pays sur cinq (17 %) envisage une réouverture de certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics.

Évolution mondiale

Des organisations syndicales de 65 pays ont participé aux trois enquêtes, menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril et du 20 au 23 avril 2020. Voici les résultats pour ces pays¹:

| | 1 ^{ère} enquête 17 – 23 mars 65 pays | 2 ^e enquête 30 mars – 2 avril 65 pays | 3 ^e enquête 20 – 23 avril 65 pays |
|---|---|--|--|
| Le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale | 3 pays (5%) | 1 pays (2%) | — |
| Retarde la propagation du virus en encourageant le lavage des mains | 26 pays (40%) | 19 pays (29%) | 14 pays (22%) |
| Endigue la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement | 36 pays (55%) | 45 pays (69%) | 39 pays (60%) |
| Rouvrir certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics | — | — | 11 pays (17%) |
| Rouvrir tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics | — | — | 1 pays (2%) |

1 Note : ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux trois enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi permettant d'observer l'évolution de la situation.

Conclusions pour les pays du G20

Douze des 17 pays du G20 ayant participé à l'enquête (71 %) endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Sur les 35 pays membres de l'OCDE ayant participé à l'enquête, 21 pays (60 %) endiguent la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement.

Près d'un pays sur trois (11 pays ou 31 %) rouvre certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics.

Trois pays retardent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains et d'autres mesures.

Conclusions régionales

| Région | Rouvre certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics | Endigue la propagation du virus en adoptant des mesures nationales de confinement | Retarde la propagation du virus en encourageant le lavage des mains |
|---------------------------------------|---|---|---|
| Continent américain 18 pays | 2 pays (11%) | 12 pays (67%) | 3 pays (17%) |
| Afrique 22 pays | 2 pays (9%) | 13 pays (59%) | 7 pays (32%) |
| Asie-Pacifique 26 pays | 5 pays (19%) | 13 pays (50%) | 8 pays (31%) |
| Europe (CRPE) 40 pays | 8 pays (20%) | 27 pays (68%) | 4 pays (10%) |

2

Disponibilité des équipements de protection individuelle (EPI)

Conclusions mondiales

Dans moins de la moitié des pays (49 %), les syndicats affirment qu'ils disposent **« toujours »** ou **« très souvent »** d'EPI en suffisance pour tous les travailleurs de la santé et des services à la personne engagés dans la lutte contre le virus.

Parmi ces pays, dans à peine 17 sur 107 (16 %), la fourniture d'EPI est **« toujours »** suffisante.

Dans 38 pays (35 %), les EPI sont **« parfois »** disponibles en suffisance.

Dans 17 pays (16 %), les EPI sont **« rarement »** (14 %), voire **« jamais »** (2 %) disponibles en suffisance.

Conclusions pour les pays du G20

Dans seulement sept pays (41 %) parmi les 17 pays du G20 qui ont répondu à l'enquête, la fourniture d'EPI est **«très souvent»** suffisante. Dans aucun, il n'est dit que les EPI sont **«toujours»** disponibles en suffisance.

Dans huit pays (47 %), les EPI sont **«parfois»** disponibles en suffisance.

Dans deux pays, les EPI sont **«rarement»** disponibles en suffisance.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Les syndicats de seulement un pays membre de l'OCDE indiquent que les EPI sont **«toujours»** disponibles en suffisance.

Dans 18 pays (51 %), les EPI sont **«très souvent»** disponibles, alors que dans 14 pays (40 %), les EPI sont **«parfois»** disponibles en suffisance.

Les syndicats de seulement deux pays signalent que les EPI sont **«rarement»**, voire **«jamais»** disponibles en suffisance.

Conclusions régionales
Des équipements de protection individuelle sont-ils disponibles en suffisance pour tous les travailleurs de la santé et des services à la personne engagés dans la lutte contre la COVID-19?

| Région | Toujours / Souvent | Parfois | Rarement / Jamais |
|---------------------------------------|--------------------|------------------|-------------------|
| Continent américain 18 pays | 3 pays (17%) | 10 pays (56%) | 5 pays (28%) |
| Afrique 22 pays | 6 pays (27%) | 8 pays (36%) | 8 pays (36%) |
| Asie-Pacifique 26 pays | 13 pays (50%) | 11 pays (42%) | 2 pays (8%) |
| Europe (CRPE) 40 pays | 29 pays (73%) | 9 pays (23%) | 2 pays (5%) |

3 Sécurité de lieux de travail

Conclusions mondiales

Les syndicats d'à peine un pays sur cinq (23 pays ou 21 %) estiment que les mesures en place pour protéger les travailleurs de la propagation du virus au travail sont **«bonnes»**.

Dans une majorité de pays (58 pays ou 54 %), ils jugent ces protections **«correctes»**.

Dans 26 pays (24 %), ils estiment qu'elles sont **«faibles»**.

Sur les 19 pays prévoyant une réouverture partielle ou totale :

Dans seulement cinq pays, les mesures de protection en place pour les travailleurs sont considérées comme **«bonnes»**.

Dans six pays, les organisations syndicales estiment qu'elles sont **«faibles»**.

Dans huit pays, les protections sont jugées **«correctes»**.

Conclusions pour les pays du G20

Sur les 17 pays du G20 qui ont participé à l'enquête, les syndicats de seulement trois pays (18 %) estiment que les mesures de protection en place pour les travailleurs sont **«bonnes»**.

Les protections en place sont considérées comme **«correctes»** dans huit pays (47 %) et comme **«faibles»** dans six pays (35 %).

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Dans seulement six des 35 pays membres de l'OCDE ayant répondu (17 %), les mesures en place pour protéger les travailleurs sont qualifiées de **«bonnes»**.

Dans 24 pays (69 %), ces mesures sont vues comme **«correctes»**.

Dans cinq pays (14 %), elles sont jugées **«faibles»**.

Conclusions régionales**Comment évalueriez-vous les mesures en place pour garantir des lieux de travail sûrs et protéger les travailleurs contre la propagation du coronavirus au travail?**

| Région | Bonnes | Correctes | Faibles |
|---------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Continent américain 18 pays | 3 pays (17%) | 7 pays (39%) | 8 pays (44%) |
| Afrique 22 pays | 3 pays (14%) | 10 pays (45%) | 9 pays (41%) |
| Asie-Pacifique 26 pays | 7 pays (27%) | 14 pays (54%) | 5 pays (19%) |
| Europe (CRPE) 40 pays | 10 pays (25%) | 26 pays (65%) | 4 pays (10%) |

4 Évaluation de la réaction du gouvernement

Conclusions mondiales

Dans 66 % des pays, la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est jugée **«bonne»**.

Dans 34 % des pays, la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est considérée comme **«mauvaise»**.

Les syndicats des deux tiers des pays ayant participé à l'enquête (71 pays ou 66 %) estiment que la réponse de leur gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **«bonne»**.

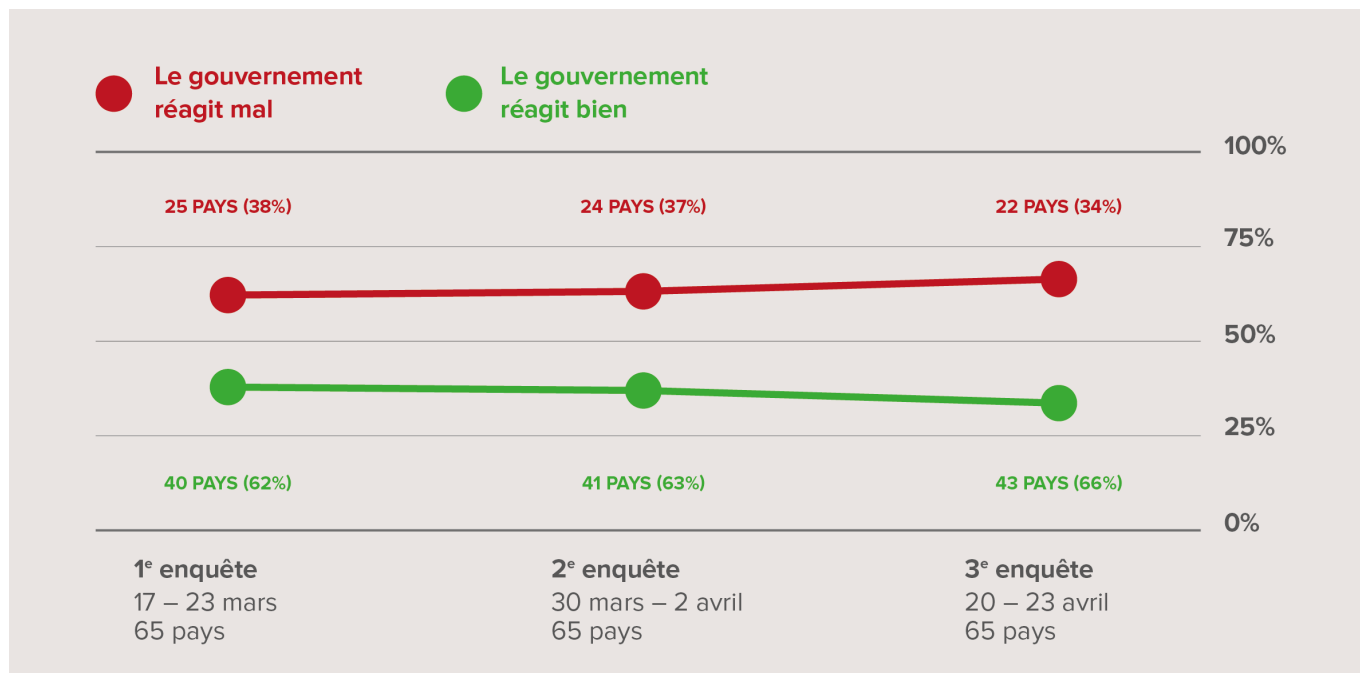
Dans la plupart des pays (58 pays ou 54 %), ils considèrent que la réponse de leur gouvernement est **«plutôt bonne»**, mais ne la jugent **«très bonne»** que dans 13 pays (12 %).

En revanche, dans 36 pays (34 %), les organisations syndicales affirment que leur gouvernement ne réagit pas bien : dans 27 pays (25 %), la réponse est vue comme **«mauvaise»** et dans neuf pays (8 %), elle est considérée comme **«très mauvaise»**.

Évolution mondiale

Sur les 65 pays qui ont répondu aux trois sondages, on note une légère hausse du nombre de pays dans lesquels les syndicats estiment que leur gouvernement réagit correctement (de 40 pays à 43).

Des organisations syndicales de 65 pays ont participé aux trois enquêtes, menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril et du 20 au 23 avril 2020. Voici les résultats pour ces pays² :



Conclusions pour les pays du G20

Sur les 17 pays du G20 qui ont répondu à cette enquête, dans huit d'entre eux (47 %), les syndicats estiment que la réponse de leur gouvernement aux besoins des travailleurs est **«plutôt bonne»**. Dans aucun des pays du G20, la réponse du gouvernement n'est jugée **«très bonne»**.

Dans neuf pays du G20 (53 %), la réponse du gouvernement est vue comme **«mauvaise»**, mais elle n'est considérée comme **«très mauvaise»** que dans un seul pays.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Sur les 35 pays membres de l'OCDE qui ont répondu à ce sondage, dans 24 d'entre eux (69 %), les syndicats estiment que la réponse de leur gouvernement aux besoins des travailleurs est **«bonne»**.

Dans 11 pays (31 %), la réponse gouvernementale est considérée comme **«mauvaise»**.

2 Note : ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux trois enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi permettant d'observer l'évolution de la situation.

Conclusions régionales

Comment évaluez-vous la réponse de votre gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par la COVID-19?

| Région | Bonne | Mauvaise |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Continent américain 17 pays | 7 pays (39%) | 11 pays (61%) |
| Afrique 23 pays | 14 pays (64%) | 8 pays (36%) |
| Asie-Pacifique 18 pays | 15 pays (58%) | 11 pays (42%) |
| Europa (CRPE) 36 pays | 34 pays (85%) | 6 pays (15%) |

5 Évaluation de la réaction des employeurs

Conclusions mondiales

Dans 51 % des pays, les syndicats estiment que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **«mauvaise»**.

Dans 49 % des pays, les syndicats considèrent que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **«bonne»**.

Dans un peu plus de la moitié des pays (55 pays ou 51 %), les syndicats estiment que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs est **«mauvaise»** et dans neuf pays (8 %), ils la jugent **«très mauvaise»**.

Dans 52 pays (49 %), les syndicats considèrent que la réponse des employeurs est **«bonne»**, alors qu'ils la jugent **«très bonne»** dans seulement trois pays (3 %).

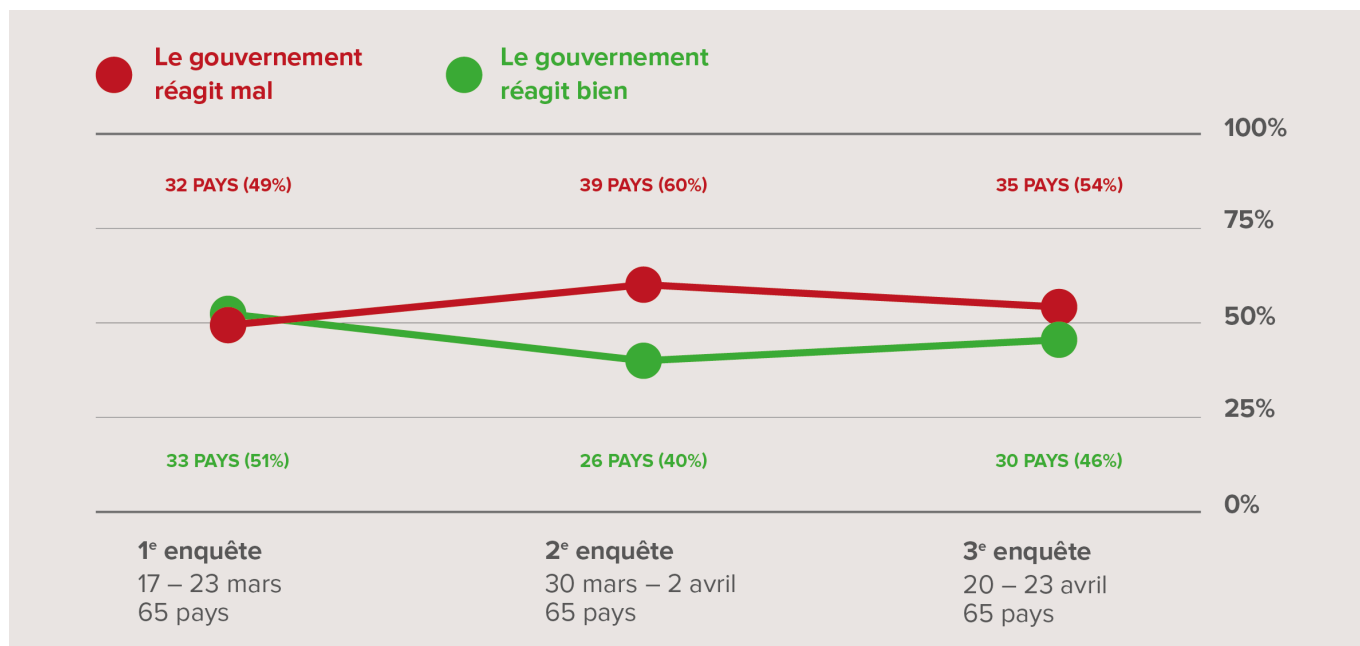
Évolution mondiale

Parmi les pays qui ont répondu aux trois enquêtes, les organisations syndicales de 54 % d'entre eux estiment que les employeurs répondent mal aux besoins des travailleurs.

Il s'agit d'une diminution par rapport aux 60 % enregistrés lors du deuxième sondage, mais d'une hausse par rapport à la première enquête où la proportion était de 49 %.

Des organisations syndicales de 65 pays ont participé aux trois enquêtes, menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril et du 20 au 23 avril 2020. Voici les résultats pour ces pays³ :

3 Note : ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux trois enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi permettant d'observer l'évolution de la situation.



Conclusions pour les pays du G20

Sur les 17 pays du G20 qui ont répondu à cette enquête, dans 12 d'entre eux (71 %), les employeurs répondent mal aux besoins des travailleurs.

Dans seulement cinq pays (29 %), la réaction des employeurs est vue comme bonne.

Conclusions pour les pays de l'OCDE

Parmi les pays de l'OCDE qui ont répondu, dans 13 pays (37 %), la réaction des employeurs est considérée comme mauvaise.

Dans la plupart des pays (22 pays ou 63 %), la réaction des employeurs est vue comme bonne.

Conclusions régionales

Comment évaluez-vous la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par la COVID-19?

| Région | Bonne | Mauvaise |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Continent américain 17 pays | 1 pays (6%) | 17 pays (94%) |
| Afrique 23 pays | 12 pays (55%) | 10 pays (45%) |
| Asie-Pacifique 18 pays | 11 pays (42%) | 15 pays (58%) |
| Europa (CRPE) 36 pays | 27 pays (68%) | 13 pays (33%) |